

MANIFESTE POUR L'UNITE

Pour la défense des conquêtes sociales fédérales du monde du travail

Pour la défense de l'unité fédérale de la FGTB-ABVV et de toutes les organisations syndicales

Pour la solidarité entre tous les travailleurs du pays face aux exigences patronales

Pour l'action unie dans la rue afin de faire échec aux tentatives de « division communautaire »

On nous dit que le grand enjeu des élections législatives du 10 juin serait un conflit «communautaire» Flandre-Wallonie. C'est un mensonge.

Ainsi par exemple, la FEB pour tout le patronat belge, comme l'UNIZO en Flandre, sont pour limiter dans le temps l'allocation de chômage. C'est donc une revendication de TOUT le patronat.

Les syndicats ont bien mesuré que l'on n'était pas face à un dossier «communautaire», mais bien face à un véritable cahier de revendications patronales.

Traduisant l'opinion des travailleurs de tout le pays, de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles, les syndicats s'opposent à la régionalisation des conquêtes sociales.

La FGTB a déclaré dans un argumentaire contre cette régionalisation :

«Nous constatons que d'aucuns veulent franchir de nouvelles étapes dans la régionalisation des compétences. La délimitation des compétences entre le niveau fédéral et les régions et les communautés relève de la responsabilité du pouvoir politique.

Mais il y a trois matières qui nous concernent directement, parce qu'elles garantissent la solidarité fédérale, et à propos desquelles nous disons haut et fort qu'elles doivent rester fédérales et sur lesquelles aucune concession ne peut être faite : la loi de 1968 relative aux commissions paritaires et aux conventions collectives de travail; le droit du travail; la sécurité sociale.»

La FGTB a d'autant plus raison que les premières victimes de cette nouvelle forme de régionalisation prônée d'abord par des dirigeants de partis flamands, seraient ... les travailleurs flamands eux-mêmes.

La preuve : une des sources d'inspiration de beaucoup de ceux qui prônent la régionalisation des droits sociaux fédéraux est le manifeste du groupe *In De Warande* «Pour une Flandre indépendante en Europe». En fait, dans ce texte, les premiers dans le collimateur, ce sont très clairement les travailleurs de Flandre. Ce document dénonce en effet leurs «salaires élevés» «gonflés par les charges sociales», le niveau de bien-être acquis qui «incite les individus à réduire leurs efforts», les dépenses de santé et de pension, etc.

Et après les travailleurs flamands, ce serait le tour des travailleurs de Wallonie et de Bruxelles !

In De Warande se réfère aussi à «l'Europe». C'est-à-dire à l'Union européenne. Mais que dit l'Union européenne ? «Les Etats membres devraient renforcer leurs mesures d'incitation économique, y compris par une simplification des systèmes fiscaux et une réduction des coûts non salariaux du travail» (ligne directrice n° 15 de la Commission européenne).

Ce que l'Union européenne appelle les «coûts non salariaux du travail», c'est en fait les cotisations sociales qui alimentent la Sécurité sociale.

Or, depuis des années et des années, les cotisations «patronales» à la sécurité sociale (qui constituent un salaire indirect) sont sans cesse en diminution. Celle-ci a atteint la somme de 6 milliards d'euros en 2006, soit 11,3% du budget de la sécurité sociale.

De tous côtés (étude du Centre de politique sociale de l'Université d'Anvers, études de la FGTB, etc.), il est attesté que l'on assiste à une diminution croissante de la protection sociale dans notre pays et plus particulièrement pour les invalides, pensionnés et chômeurs.

Le prétexte à ce détournement des ressources de la sécurité sociale au profit des employeurs, est qu'il faut rendre les entreprises plus «compétitives». Mais qui peut dire que cela a créé un seul emploi ?

Une prétendue «politique de l'emploi» basée sur cette «compétitivité», les travailleurs de VW et ceux d'Opel, par exemple, savent bien ce que cela veut dire, eux qui étaient parmi les plus «compétitifs» !

Et on voudrait nous imposer d'aller encore plus loin dans cette voie ! Pour les travailleurs, pour la population, c'est inacceptable.

Baisser les coûts du travail, comme l'exige l'Union européenne, voilà la véritable raison de cette régression sociale.

Il faut constater que tous les partis au pouvoir ou candidats à y aller partagent cet objectif de diminution du coût du travail. Ce qui les amène notamment à vouloir amplifier la diminution des cotisations à la sécurité sociale et, pour certains, à préconiser la régionalisation comme étant le meilleur moyen de poursuivre cette politique.

De la part de certains partis, c'est dans l'ordre des choses. Mais de la part des dirigeants du PS et du SP.A, est-ce acceptable ? Les travailleurs ne sont-ils pas en droit d'exiger du PS et du SP.A qu'ils assurent la défense de leurs droits sociaux fondamentaux au lieu de se diviser quant à la manière de poursuivre la politique de régression sociale de Verhofstadt ?

Ceux qui aujourd'hui veulent imposer ces mesures par la régionalisation savent qu'ils ne pourront jamais aller

jusqu'au bout de leurs objectifs sans diviser la force unie de près de 3 millions de travailleurs syndiqués.

Les syndicats existent à l'échelle fédérale pour garantir des droits qui existent au niveau de l'ensemble du pays. Que peut devenir cette unité demain si, l'un après l'autre, ces droits sont régionalisés ? C'est l'avenir même du syndicalisme qui est ainsi en jeu.

Pour toutes ces raisons, nous estimons nécessaire qu'une grande manifestation syndicale fédérale ait lieu avant les vacances et avant que ne s'engagent des négociations politiques lourdes de dangers.

Il s'agit d'établir un rapport de force pour dire, avec la FGTB :

- les conventions collectives de travail des secteurs doivent rester nationales
- le même droit du travail doit s'appliquer à tous les travailleurs du pays
- la sécurité sociale, dont le paiement des allocations de chômage, la santé, les allocations familiales et les pensions doivent rester du ressort de l'Etat fédéral

Une grande manifestation syndicale sera l'occasion pour dire aux dirigeants politiques : vous n'avez pas le droit de casser l'unité fédérale de notre sécurité sociale et de nos droits sociaux. Il s'agit des conquêtes du monde du travail. Elles appartiennent aux travailleurs et à eux seuls.

Quoi qu'il arrive demain, nous n'accepterons pas que nos droits sociaux soient démantelés. Nous en appelons donc à la vigilance et le meilleur moyen de l'exercer, c'est de se rassembler.

C'est pourquoi nous proposons aux signataires de se regrouper sur base du présent Manifeste en un «*comité pour la défense de l'unité de la FGTB et des conquêtes sociales fédérales*», en abrégé «*comité pour l'unité*».

Ce Manifeste a été lancé lors de la Conférence de combat tenue le 5 mai 2007 à Bruxelles.

Je signe ce Manifeste : (remplir lisiblement svp)

Nom, prénom :

Rue et numéro :

Code postal :

Commune :

Organisation/responsabilité :

Adresse mail :

Téléphone :

GSM :

Pour renvoyer votre signature et pour toute information, version fichier de ce Manifeste, etc., personne de contact :

Yves Eeckman, coordinateur du comité pour l'unité, - Rue Georges Raeymaekers, 13, 1030 Bruxelles

yves.eeckman@skynet.be – GSM : 0497 99 02 54

Parmi les premiers signataires : Eddy BAERT, Délégué CGSP Iris ; Rudi BERTHELS, Délégué SETCa National Suisse ; Emile BODRY, Délégué CGSP ALR ; Bernard BRAGLIA, Secrétaire régional FGTB Centre; Jeanine CHAINEUX, Secrétaire régionale adjointe CGSP ADMI Verviers ; Jean-Claude CHALLE, Secrétaire Permanent CGSP Cheminots Régionale du Centre; Michèle DEHAEN, Déléguée CGSP ALR Iris ; Fabienne DE LELYS, service formation du SETCa fédéral ; Philippe DE MENTEN, Membre du Comité exécutif de la CGSP enseignement de Bruxelles et du Bureau exécutif communautaire de la CGSP enseignement ; Willem DE WITTE, service droit social CGSP Limbourg ; Kamal DHIF, Membre du Comité exécutif de la CGSP enseignement de Bruxelles ; Christian DONIE, Délégué CGSP ALR COCOF ; Fayçal DRAIDI, Délégué SETCa AXA ; Yves EECKMAN, militant SETCa non-marchand ; Hugues ESTEVENY, Délégué SETCa non marchand ; Geert HAVERBEKE, Délégué SETCa DEXIA ; Rudy JANSSENS, Secrétaire fédéral CGSP ALR Région Bruxelles capitale ; Geoffrey GOBLET, Secrétaire adjoint Centrale générale FGTB Liège ; Marc GOBLET, Président de la FGTB Liège-Huy-Waremme ; José HARDY, Délégué CGSP ; Philippe LARSIMONT, ex délégué SETCa Métal ; Robert LEJEUNE, ex Délégué CGSP enseignement ; Sylvie MARIEN, Propagandiste Centrale FGTB Alimentation-Horeca-Services Anvers ; Pierre MARLHOUX, membre du comité exécutif SETCa BHV ; Pierre MERVILLE, Délégué SETCa Comex ; Michel MOMBEEK, ex Secrétaire fédéral CGSP ALR Région Bruxelles capitale ; Serge MONSIEUR, Délégué CGSP/ALR Vivaqua ; Jos Muris, délégué SETCa ; Bernadette MUSSCHE, Secrétaire secteur industrie SETCa BHV ; André NELISSEN, Délégué SETCa arts graphiques ; Olivier PALMANS, Délégué CGSP Telecom-aviation ; Joseph PENNISI, ex permanent FGTB Cockerill ; Eric POLIS, Délégué CGSP ville de Verviers ; Anne-Marie RIGA, déléguée syndicale Partena, SETCa Namur ; Antoine RUGGIERI, Président de la commission pensionnés-pré-pensionnés Métal Liège ; Henri-Jean RUTTIENS, Secrétaire secteur industrie SETCa BHV ; Rik STEELAND, militant SETCa Courtrai ; Joseph THONON, Secrétaire régional CGSP Enseignement Namur ; Dany VAN CAUWENBERGH, Secrétaire Centrale Alimentation-Horeca-Services FGTB Anvers ; Luk VANDENHOECK, Vice-président CGSP VRT ; Michel VANDERMAESSEN, Délégué SETCa Citroën ; Eric VAN DER SMISSSEN, Secrétaire régional SETCa-FGTB Bruxelles Hal Vilvorde ; Paul WATTIEZ, Délégué SETCa non-marchand ; Michel ZICOT, Délégué Centrale générale FGTB Namur.